

**Arrêté n° 2044 du 25 juillet 1989 fixant l'étendue des zones et approuvant les servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques d'Ougone OPT.**

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu les lois n° 49-758 et n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des transmissions radio-électriques et promulguées sur le Territoire par l'arrêté n° 1033 du 25 août 1949,

Vu les décrets n° 51-940 et 51-941 du 17 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application desdites lois ; décrets promulgués sur le Territoire par arrêté n° 1019 du 20 août 1951,

Vu le décret n° 57-817 du 22 juillet 1957 promulgué sur le Territoire par arrêté n° 1478 du 13 août 1957, portant déconcentration administrative et notamment son tableau B,

Vu l'arrêté n° 310 du 09 février 1989 portant ouverture d'une enquête préalable,

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur,

**A r r ê t e**

Art. 1<sup>er</sup> - Sont approuvés les documents ci-après fixant les zones soumises à des servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques :

- fiche de renseignements sur le Centre : Ougone OPT
- schémas sommaires
- photocopies des cartes IGN au 1/50.000 et profils des liaisons Ougone OPT - Gouemba OPT
- Ougone OPT - Kuto OPT
- Ougone OPT - Nouméa Point 116 OPT

Art. 2 - Le Secrétaire Général du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux endroits habituels de la Commune du Mont-Dore,

Pour le Délégué du Gouvernement  
Haut-Commissaire de la République  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Jacques IEKAWÉ

**Arrêté n° 2045 du 25 juillet 1989 fixant l'étendue des zones et approuvant les servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques de Me Aiu OPT.**

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu les lois n° 49-758 et n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des transmissions radio-électriques et promulguées sur le Territoire par l'arrêté n° 1033 du 25 août 1949,

Vu les décrets n° 51-940 et 51-941 du 17 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application desdites lois ; décrets promulgués sur le Territoire par arrêté n° 1019 du 20 août 1951,

Vu le décret n° 57-817 du 22 juillet 1957 promulgué sur le Territoire par arrêté n° 1478 du 13 août 1957, portant déconcentration administrative et notamment son tableau B,

Vu l'arrêté n° 315 du 09 février 1989 portant ouverture d'une enquête préalable,

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur,

**A r r ê t e**

Art. 1<sup>er</sup> - Sont approuvés les documents ci-après fixant les zones soumises à des servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques :

- fiche de renseignements sur le Centre : Me Aiu OPT

Art. 2 - Le Secrétaire Général du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux endroits habituels de la Commune de Canala.

Pour le Délégué du Gouvernement  
Haut-Commissaire de la République  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Jacques IEKAWÉ

**Arrêté n° 2046 du 25 juillet 1989 fixant l'étendue des zones et approuvant les servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques de Nouméa Point 116 OPT.**

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu les lois n° 49-758 et n° 49-759 du 9 juin 1949 établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des transmissions radio-électriques et promulguées sur le Territoire par l'arrêté n° 1033 du 25 août 1949,

Vu les décrets n° 51-940 et 51-941 du 17 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application desdites lois ; décrets promulgués sur le Territoire par arrêté n° 1019 du 20 août 1951,

Vu le décret n° 57-817 du 22 juillet 1957 promulgué sur le Territoire par arrêté n° 1478 du 13 août 1957, portant déconcentration administrative et notamment son tableau B,

Vu l'arrêté n° 309 du 09 février 1989 portant ouverture d'une enquête préalable,

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur,

**A r r ê t e**

Art. 1<sup>er</sup> - Sont approuvés les documents ci-après fixant les zones soumises à des servitudes dans l'intérêt des transmissions radio-électriques :

- fiche de renseignements sur le Centre : Nouméa Point 116 OPT
- schémas sommaires
- photocopies des cartes IGN au 1/50.000 et profils des liaisons Nouméa Point 116 OPT - Ougone OPT

Art. 2 - Le Secrétaire Général du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux endroits habituels de la Commune de Nouméa.

Pour le Délégué du Gouvernement  
Haut-Commissaire de la République  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Jacques IEKAWÉ

**Arrêté n° 2062 du 27 juillet 1989 relatif à l'attribution d'une subvention au titre du Fonds d'Équipement et de Promotion pour la Nouvelle-Calédonie**

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Exécutif du Territoire, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et notamment son article n° 87,

Vu la résolution n° 7/89 du Comité Directeur du FIDES du 16 février 1989,

**A r r ê t e**

Art. 1<sup>er</sup> - Est attribuée à Monsieur Théroné Thovet, au titre de la contribution de l'Etat - sur crédits du Fonds d'Équipement et de Promotion pour la Nouvelle-Calédonie ex. F.E.A.D. - une subvention d'équipement d'un montant de trois mille cent quatre vingt dix Francs Français (3.190 FF) soit cinquante huit mille Francs CFP (58.000 F CFP) destinée à l'acquisition d'un moteur hors bord de 14 CV d'un coût estimatif de 128.000 FCFP.

Art. 2 - Le montant de la subvention, représentant 45,31 % de l'investissement, dans la limite de 58.000 FCFP, sera versé directement au compte de Monsieur Théroné Thovet ouvert auprès du Centre de